

Le pouvoir aux travailleurs

25 FEV 1996

N° 33

FRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- PENURIES D'EAU DANS LES QUARTIERS D'ABIDJAN	2
- URGENCES HOSPITALIERES: "LES SOINS D'ABORD, LE PAYEMENT APRES": DE LA PUBLICITE A BON COMPTE.....	3
- LE PAIN, UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE, POUR LA BOURGEOISIE.....	4
- L'OPIMUM DES PEUPLES GAGNENT DU TERRAIN .	4 - 5
- BEDIE ACCENTUE LA REPRESSION CONTRE LA PRESSE	5
- C'EST LE CAPITALISME QUI ETRANGLE L'AFRIQUE	5 - 7
- LES GALONNES RAPPELLENT QU'ILS SONT TOUJOURS LA	7 - 9

**PENURIES D'EAU
DANS LES QUARTIERS D'ABIDJAN**

La SODECI a interrompu la distribution de l'eau dans plusieurs quartiers ces derniers jours. Le directeur de cette société (qui appartient au groupe Bouygues) s'est contenté de justifier après coup que cette société a fermé les robinets pour pouvoir remplacer des transformateurs vétustes.

Pour certains quartiers pauvres comme ceux d'Abobo cela fait plusieurs semaines sans la moindre goutte d'eau. Il a fallu que les gens se mettent en colère et que des femmes se mobilisent pour que les travaux de remplacement des canalisations voient un début de commencement.

Même aux heures où l'eau coule quelque peu, entre 23h et 4h du matin, la qualité est mauvaise pour la santé des gens. Il y a eu la période des eaux "gluantes", puis celle des eaux "rouges". Cela a causé de nombreux cas de diarrhée et d'eczéma.

La SODECI s'en lave les mains. Pour ces gens-là il n'y a que les profits qui doivent couler à flot. Cette société se contente de rejeter la responsabilité vers les pouvoirs publics et réciproquement.

Pourtant les uns et les autres qui tiennent les robinets ont les mains bien sélectives: les piscines privées des villas riches ainsi que les jets d'arrosage de leurs pelouses ne manquent pas d'eau de bonne qualité.

Pendant ce temps dans les quartiers pauvres les gens sont réduits à faire la queue devant les bouches d'incendie pour acheter la bassine d'eau peu potable à 25 F.

Il est scandaleux que des domaines comme l'approvisionnement en eau des populations soient confiés à des groupes privés qui n'ont de soif à assouvir que celle de profits juteux.

Le coup de colère et les manifestations des femmes d'Abobo ont été bien salutaires. Faudra-t-il recommencer en plus fort?

**URGENCES HOSPITALIERES :
LES SOINS D'ABORD,
LE PAIEMENT APRES :
DE LA PUBLICITE A BON COMPTE**

Le ministre Maurice Kakou Guikahué entouré d'une brochette de bureaucrates a annoncé qu'à compter du 15 janvier passé, tout patient admis aux urgences devra d'abord recevoir les soins essentiels avant d'être affronté au recouvrement des coûts.

En effet, la réalité aux urgences dans les CHU est jusque-là plus que criminelle tellement il y a de souffrance, de détresse et de mort par absence de soins. On y voit des gens victimes d'accident de la circulation; des femmes en train d'accoucher, laissées totalement en abandon, sans aucun secours. Et tout ceci se passe devant "les urgences".

Cette situation n'est pas d'aujourd'hui. Elle date bien de l'ère Houphouët, le père de leur nation. Seulement, ce dernier, Bédié et toute leurs brochettes de ministres, passés, présents et futurs, ainsi que leur gosses et leurs familles, eux, ne se sont jamais soignés dans les CHU. Ces gens-là vont à la Pissam ou en France, même pour un petit mal de dent. Les CHU, c'est pas pour eux, ni pour la bourgeoisie: c'est réservé pour la piétaille!

Ces gens-là n'ignorent pas pour autant la situation dramatique des hôpitaux. Ils font semblant d'"humaniser" des hôpitaux où il n'y a même pas le minimum pour soigner les gens. De

toutes les façons, c'est pas leur affaire que dans les hôpitaux il manque de tout. Autant dire que ces hôpitaux ne sont pas faits pour soigner. C'est le plus souvent un mouvoir où vous sortez avec plus de maladies que quand vous y êtes entré, si vous n'y avez pas laissé votre peau entretemps. Alors, les madame Bédié et consort peuvent toujours faire des dons de ceci ou de cela. Ils font rigoler, ils nous prennent pour des imbéciles et des mendiants.

Avec l'approche des élections municipales, les ténors du régime et autres ministres se gargarisent du mot "humanisme".

Leur "humanisme" c'est uniquement le payement des soins encourus qui est différé de... 48h. Deux jours de sursis avant de mourir. C'est ainsi qu'à Gagnoa, derrière les grilles de l'hôpital tout dernièrement une fille de 18 ans a été trouvée morte!

Ce n'est même pas dit que ce sursis de 48 heures soit respecté par les directeurs des hôpitaux qui eux aussi doivent avoir une gestion saine de leur comptabilité, dans le sens de la rentabilité bourgeoise. Dans une telle logique, les morts comptent peu.

**LE PAIN,
UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE,
POUR LA BOURGEOISIE**

Depuis début janvier, le prix du pain est passé de 100f à 125f.

Le pain à 100f était déjà un produit de luxe pour les familles ouvrières. Maintenant qu'il est à 125f, eh bien, il devient pour elles encore plus inaccessible. Ce qui n'a pas empêché les gros propriétaires de boulangeries de se payer de grands pavés de publicité dans les journaux sur les vertus qu'apporterait le pain pour "l'intelligence des enfants", etc. Ces gens-là ne manquent pas de cynisme!

Le gouvernement est théoriquement seul habilité à fixer le prix du pain. Ce dernier n'a d'ailleurs pas officiellement autorisé la vente de la baguette à 125f mais a fixé son prix à 115f. Mais les boulangers se sont entendus entre eux, probablement avec la complicité du gouvernement lui-même pour imposer le prix 125f.

On n'a pas entendu un seul

ministre, un seul dirigeant politique de l'opposition, un seul journaliste, dénoncer ce fait. Ils sont tous du même bord! Aucun d'eux ne prendrait le risque d'en dire un peu trop, en dénonçant les boulangers, au risque de provoquer la colère justifiée des masses pauvres. Comme pour l'augmentation des tarifs de la Sotra, ils ont encore une fois réussi leur sale coup.

Une dizaine de jour après la libéralisation du droit d'importer de la farine de blé, le bruit s'est répandu que de la farine cancérigène en provenance du Nigéria serait entrée en Côte d'Ivoire. Vrai ou faux? Tout est possible dans cette affaire. Ce ne sont pas ces gens là qui nous diront la vérité! Le pain, pour eux, est avant toute chose une marchandise. Que le pain soit cancérigène ou pas, l'important c'est que ça rapporte du profit à certains. N'est-ce pas le propre d'une société capitaliste?

**L'OPIUM DES PEUPLES
GAGNE DU TERRAIN**

Aux 220 logements le cinéma "Liberté" qui projetait essentiellement des films de karaté ou pornographiques n'existe plus: un temple protestant s'est accaparé des locaux.

Cela faisait bien longtemps

que les culs-bénis et les petits bourgeois cherchaient à disperser de leur quartier les jeunes désœuvrés qui n'ont que ce genre de lieux pour se retrouver entre eux. La marginalisation des jeunes, l'avenir bouché, font que la violence, la drogue, la

pornographie, sont en développement et se cristallisent parfois autour des lieux comme les cinémas de périphérie.

Mais il n'y a pas de miracle: lorsque la drogue

religieuse remplace la drogue tout court; lorsque le culte prend la place du cul tout court, c'est la preuve que la société dans son ensemble est profondément malade.

BEDIE ACCENTUE LA REPRESSION CONTRE LA PRESSE

Il y a deux mois le directeur de publication et deux journalistes du groupe de presse "Le Nouvel Horizon" étaient condamnés à deux ans de prison. Les journaux "La Voie" lié au FPI et "Le Republicain Ivoirien" lié au RDR étaient suspendus pour trois mois.

Les journaux "L'Alternative" et "Le Relais" qui ont pris la relève sont à leur tour menacés de poursuite. En effet un nouveau projet de loi plus répressif est déposé par le ministre de la justice.

Il précise que "la poursuite sous quelque forme que ce soit d'un journal.... frappé de suspension judiciaire constitue

un délit de peine de six mois à deux ans et une amende de cinq millions de francs".

Cet arsenal juridique meurtrier va-t-il être adopté et appliqué? Les journalistes non inféodés au régime seront-ils arrêtés et passés à tabac dans les bureaux des ministres comme certains l'ont été il y a peu de temps?

Il faut croire que les nostalgiques du régime de parti unique sont toujours là, fermement accrochés au pouvoir. Leur régime impitoyable contre la population pauvre ne tolère aucune critique même quand elle émane des gens de leur monde.

C'EST LE CAPITALISME QUI ETRANGLE L'AFRIQUE

Depuis l'avènement du multipartisme, nombreux sont ceux qui, par démagogie surtout, prétendent que si l'Afrique ne se développe pas, c'est parce que nos pays ne seraient pas démocratiques ou que la démocratie y serait mal appliquée. Ainsi en Côte d'Ivoire, par exemple, pour la

plupart des dirigeants de l'opposition, le sous-développement du pays viendrait du manque de démocratie, de la nature dictatoriale du pouvoir qui entraverait les initiatives et bloquerait les énergies susceptibles de créer les conditions d'un véritable développement. A l'inverse, pour

les tenants du pouvoir, journalistes et autres intellectuels militants du PDCI, les difficultés économiques du pays proviendraient de la mauvaise compréhension de la démocratie par l'opposition qu'ils accusent d'entretenir un climat de violence, empêchant ainsi le pays de se développer.

Quels que soient les arguments qu'utilisent les politiciens des deux bords et les différents larbins à leur service, ils ont néanmoins un dénominateur commun: ils se réfèrent tous aux pays riches, tels que la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, comme modèles de développement économique et démocratique. Ils cherchent surtout à nous faire croire que si un pays comme la France, par exemple, est une grande puissance économique, c'est d'abord grâce à la démocratie. Dans un article, en comparaison avec la situation en France, "Fraternité-Matin" du 18 janvier affirme notamment qu'"en Europe occidentale, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui se sont plus longtemps que les autres fermés à la démocratie étaient les derniers de la classe... Mais aujourd'hui personne ne peut nier les bonds fantastiques que ces pays ont accomplis depuis la fin des dictatures".

Contrairement à ces allégations, il n'y a pas, en réalité, de rapports organiques entre démocratie et développement. Le développement des pays riches n'est pas la résultante de leurs choix ou systèmes politiques qui seraient plus démocratiques qu'ailleurs. Bien au contraire !

Toute l'histoire de la France, par exemple, nous en donne une éclatante démonstration. Dans ce pays,

comme dans tous les autres présentés démagogiquement comme des modèles de réussite économique grâce aux vertus de la démocratie bourgeoise, bien souvent, différents régimes politiques se sont succédé dans le même ordre social : dictature sous les premier et second empire, monarchie constitutionnelle, république bourgeoise. L'Allemagne des années 30, par exemple, considérée comme l'une des plus grandes puissances économiques du monde à l'époque, a même enregistré la particularité de connaître l'une des dictatures les plus cruelles de l'histoire moderne. A la même époque, la France, qui se voulait une "démocratie civilisée", qui prétendait combattre justement le fascisme, ne soumettait pas moins les populations africaines à des conditions dignes du fascisme hitlérien dans ses colonies, bien longtemps avant qu'elle n'impose, ne finance et ne soutienne les dictatures des partis uniques dans les années 60.

La source du développement des pays riches ou plus précisément de l'accumulation de la richesse de leur bourgeoisie est ailleurs. Elle n'a rien à voir avec les différents régimes en vigueur. Elle ne s'appelle pas la démocratie mais le pillage.

En effet, pour jeter les bases de son développement, la bourgeoisie occidentale a d'abord exploité son propre peuple, sa propre classe ouvrière, mais surtout pillé les autres régions du monde. En Afrique, cela s'est fait à travers la traite des Nègres, dans un premier temps, et la colonisation, ensuite. C'est par de tels moyens que la bourgeoisie occidentale s'est

enrichie, d'abord à l'intérieur de ses frontières puis à l'échelle du monde: la colonisation, en cassant les marchés intérieurs des zones conquises pour les soumettre aux besoins et aux intérêts de la bourgeoisie occidentale, a permis à celle-ci de créer un marché mondial qu'elle contrôle de façon exclusive. Voilà la source principale du développement fantastique enregistré par certains pays occidentaux.

Inversement, c'est ce pillage à l'échelle du monde qui est à l'origine du sous-développement dans les pays africains. C'est le capitalisme, le marché capitaliste mondial, qui étrangle les pays africains et ceux des autres régions sous-développées de la planète.

En effet, si, par le pillage, le capitalisme a permis à la bourgeoisie occidentale de s'enrichir et en même temps de bâtir des sociétés développées comme en France, en Afrique, à la place de l'ancienne société qu'il a détruite, le même système n'a rien construit de viable, à part la misère, les maladies, les injustices et l'exploitation qui sont autant de mesures du sous-développement actuel.

Depuis la période coloniale, l'Afrique a été transformée par la bourgeoisie mondiale en une

zone de production des matières premières dont elle a besoin et un débouché protégé pour ses produits industriels. C'est la bourgeoisie mondiale qui détermine les prix de celles-ci et de ceux-là exclusivement en fonction de ses intérêts. Voilà la manière dont s'opère l'exploitation des pays africains et la source profonde de leur sous-développement.

Bien sûr, il y a en Afrique des gens qui trouvent leur compte dans ce système. Ce sont les bourgeois, les riches de chez nous.

Alors, pour que, dans ce contexte, l'Afrique se développe, un simple changement de régime ne suffit pas. Le développement des pays africains passe d'abord par la destruction du capitalisme, tant à l'échelle du continent que de la planète.

Car, la seule façon de jeter en Afrique les bases d'un développement harmonieux, en fonction des besoins collectifs des masses laborieuses, c'est la répartition des richesses, aussi bien celles volées par la bourgeoisie africaine que celles accumulées par la bourgeoisie occidentale. Cette perspective passe d'abord par l'expropriation de la bourgeoisie, celle d'ici comme de là-bas.

**LES GALONNES RAPPELLENT
QU'ILS SONT TOUJOURS LA**

Un certain nombre de gens, notamment dans la petite bourgeoisie intellectuelle, pensaient naïvement que le cinéma de "démocratisation" auquel se

livraient les dictateurs africains sous la pression bienveillante des dirigeants des pays impérialistes, allaient non seulement mettre fin à la

dictature mais aussi aux coups d'Etat militaires si fréquents sur le continent africain. Les récents putschs, ratés ou réussis, qui viennent d'avoir lieu en quelques semaines d'intervalle vont-ils mettre fin à ces illusions de nos petits bourgeois ?

Vers la fin des années 80 une vague de contestations populaires suivies de grèves, de manifestations de rue et de révoltes avait secoué un certain nombre de régimes habitués depuis les indépendances au parti unique. Ce "vent de l'Est" avait contraint nos dictateurs à lâcher un peu de lest à leurs opposants en légalisant les partis d'opposition, les autorisant à se présenter aux élections, en acceptant une presse plus ou moins critique, etc...

Cette petite ouverture avait permis à quelques-uns qui étaient jusque-là, condamnés à l'exil, bâillonnés ou en prison de trouver quelques places à la mangeoire gouvernementale ou d'avoir l'espoir un jour d'y parvenir.

Certains croyaient que l'Afrique des galonnés c'était déjà du passé et que désormais c'était l'Afrique des "Etats de droit" qui était en voie de devenir. Autant croire qu'un caïman est mort puisque qu'il ne bouge pas !

Le droit jusqu'à présent, malgré le cinéma sur leur prétendue "démocratie", n'existe pas pour les pauvres. Même le droit le plus élémentaire comme celui de se soigner, de se loger et de scolariser ses enfants n'est réservé qu'à la petite minorité de riches qui, eux, en ont les moyens. D'année en année le sort de la majorité ne cesse de se dégrader. Les taudis autour

des grandes villes gonflent avec leurs lots d'insalubrité, de maladies et toutes sortes de fléaux liés à la misère croissante. C'est ça l'"Etat de droit" et la "démocratie en marche" ? Pour nos petits bourgeois qui n'ont pas d'autres ambitions que leur petite carrière ça leur suffit peut-être, pourvu que le pouvoir leur laisse un peu de champ libre. Mais pour la majorité de la population et plus particulièrement pour les plus déshérités c'est une dictature féroce, un apartheid dont le critère de ségrégation est le fait d'être riche ou pauvre. Et tant que durera ce système ignoble où une petite minorité possède la quasi-totalité des richesses alors que ceux qui les produisent en sont exclus et sont condamnés à vivre dans la misère la plus criante, il n'y aura pas de véritable démocratie.

Ceux qui veulent vraiment une société humaine et civilisée, une société qui respecte la dignité de tous ses membres, où chacun pourra s'épanouir sans écraser les plus faibles doivent s'atteler à la tâche d'aider le prolétariat à s'organiser et à prendre conscience du rôle qui est le sien dans le renversement de la bourgeoisie. Ils n'ont aucune illusion à se faire ni du côté des politiciens civils qui prétendent être des démocrates ni du côté des militaires qui se disent "progressistes" et qui se veulent les redresseurs de tort au nom de toute la population.

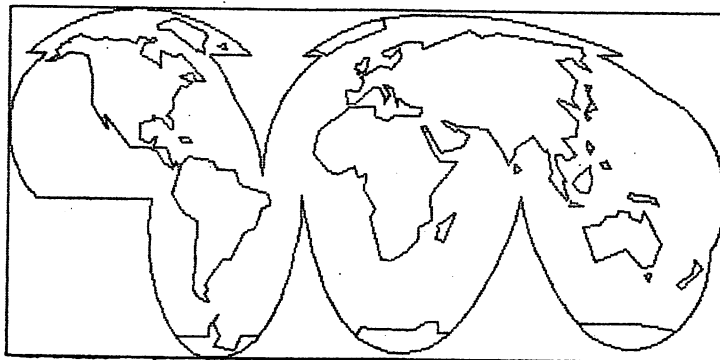
On risque de voir en effet des scénarios semblables à celui du Niger où une junte militaire vient de déposer le 27 janvier l'ancien président dont le pouvoir, après trois ans de "conférence nationale" n'a non

seulement rien résolu dans la crise politique du régime mais avait fini par devenir paralysé de l'intérieur à cause des rivalités de factions. Les militaires ont pris le pouvoir sans difficulté voire avec une certaine indifférence au sein de la population écoeurée par les politiciens issus de la "conférence nationale".

Il ne s'agit pas là d'un retour des militaires comme le

disent certains. Les militaires étaient et sont toujours-là. Rien que ces cinq dernières années l'Afrique subsaharienne a déjà compté 13 coups d'Etat mises à part les nombreuses tentatives avortées. Comme quoi il n'y a rien de nouveau sur le sol africain depuis les indépendances. Ce sera un éternel recommencement tant que les travailleurs et tous les déshérités ne prendront pas en main leur propre destinée.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.